



Roger Karoutchi

Président du groupe UMP-
Majorité Présidentielle
au Conseil régional
d'Ile-de-France
Secrétaire d'Etat chargé des
relations avec le Parlement.

Depuis 2004, vingt des vingt-deux régions métropolitaines sont gérées par des présidents socialistes. En 2005, nous avons publié un premier bilan critique d'une année de gestion socialiste : explosion des impôts, multiplication des dépenses de fonctionnement, de communication et saupoudrage des subventions aux associations. En 2007, dans le deuxième livre noir, nous avons constaté au-delà des dérives budgétaires et de la mauvaise gestion, qu'un véritable programme d'instrumentalisation des exécutifs régionaux s'était mis en place.

Aujourd'hui, après cinq années de gestion socialiste dans les régions, il ne s'agit malheureusement plus de dresser un simple bilan critique des politiques et des actions nouvelles, mais bien de constater avec suffisamment de recul, les effets catastrophiques de la gestion socialiste dans les régions. Le résultat n'est plus seulement consternant comme dans les deux précédents livres noirs, il est accablant.

L'augmentation généralisée des impôts régionaux

Les présidents socialistes ont conduit les régions sur une bien mauvaise pente. Depuis 2004, les impôts régionaux ont augmenté **de plus de 35 %** sur l'ensemble du territoire, ce qui représente un prélèvement supplémentaire de 2 milliards d'euros par an pour les contribuables. Et ce n'est pas tout ! Depuis 2007, dans la quasi totalité des régions, les présidents socialistes ont augmenté au niveau maximal la modulation de la part régionale de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP). Au final, cela représente un prélèvement supplémentaire de **500 millions d'euros par an pour les automobilistes en France.**

L'explosion des dépenses de fonctionnement et de communication dans les régions socialistes

Ce sont bien les frais de fonctionnement, les dépenses de communication, de représentation et les nombreuses interventions hors compétence qui ont fait exploser les budgets régionaux. En Bourgogne, le budget de la communication a triplé en 4 ans, passant de 1,1 M€ en 2004 à 3,7 M€ en 2008. Même constat, en Bretagne où les frais de colloques et de réceptions progressent de 249 % depuis le début de la nouvelle mandature ! En Lorraine, les dépenses de fonctionnement sont passées de 160 € par habitant en 2004 à 264 € par habitant en 2008. En région Centre, les effectifs du personnel hors les transferts liés à la décentralisation ont doublé entre 2004 et 2008 et en Rhône-Alpes, l'exécutif a pris soin d'augmenter en quatre ans de 18 M€ (+ 30 %) les dépenses propres de l'institution régionale. Et comme si cela ne suffisait pas, dans les régions Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur, les présidents multiplient les achats d'encarts publicitaires dans la presse locale pour vanter leurs actions...

Au final, ces dépenses lourdes auxquelles on peut ajouter l'échec des coûteux emplois tremplin, n'ont aucun sens, sinon de créer de véritables contre-pouvoirs au gouvernement.

“ Le résultat n'est plus seulement consternant comme dans les deux précédents livres noirs, il est accablant.”

La recherche systématique d'un bouc émissaire : l'Etat et la décentralisation

Derrière les augmentations massives de la fiscalité et des dépenses de fonctionnement et de communication se cache la volonté de se servir des régions comme d'un contre-pouvoir. Cette instrumentalisation des régions par le Parti socialiste s'est faite au détriment des ménages et des entreprises qui depuis 2004, ont payé de nouveaux impôts. Ces augmentations d'impôts ne sont pas la conséquence des nouvelles compétences transférées, contrairement à ce qu'affirment les présidents socialistes, car elles sont intervenues avant que les transferts liés à la décentralisation aient des effets sur les budgets régionaux.

De plus, dans chaque région, la commission d'évaluation des charges, organisme indépendant, veille au respect de la compensation à l'euro près des charges transférées.

Multiplication des dépenses inutiles et hors compétences

Parmi les perles on peut citer notamment la multiplication des subventions « surréalistes ». En Ile-de-France, 20 000 € pour la réalisation d'un inventaire des libellules, en Bourgogne 4 000 € pour développer les échanges entre éleveurs Bourguignons et Touaregs,... Que dire de l'achat d'une statue de Lénine par la région Languedoc-Roussillon, de l'octroi d'une subvention de 875 000 € pour financer le nouveau ballon dirigeable d'un scientifique en Lorraine ou de la région Limousin qui se transforme en agence immobilière en proposant la location de logements aux particuliers... ?

On observe également l'utilisation des régions comme un contre pouvoir gouvernemental. Ainsi, en région Centre, les vœux sans lien avec les affaires régionales se multiplient : vœu contre la réforme de la sécurité sociale, vœu pour EDF-GDF, vœu pour la date de commémoration des victimes de la guerre d'Algérie...

Au final depuis 2004, les exécutifs socialistes ont augmenté massivement les impôts, endetté, les régions et diminué les investissements dans les secteurs clés comme l'emploi ou l'éducation. C'est donc à nouveau avec une certaine gravité que nous présentons cette nouvelle édition du livre noir.

“ Que dire de l'achat d'une statue de Lénine par la région Languedoc-Roussillon, ”